



CERCLE ALGERIANISTE

depuis 1973

SAUVEGARDER • DEFENDRE • TRANSMETTRE

La présidente

Perpignan le 28 mai 2026,

LETTRE OUVERTE À MADAME ALICE RUFO
Ministre déléguée aux Armées et aux Anciens combattants

Madame la Ministre,

Le 8 mai dernier, à Sétif, vous avez choisi de défiler aux côtés des autorités algériennes au sein d'une manifestation où les slogans accusatoires contre la France tenaient lieu de discours officiel.

Ce jour-là, pas un mot de votre part pour les victimes françaises massacrées en mai 1945.

Pas un mot pour les Européens assassinés parce qu'ils étaient français.

Pas un mot pour les musulmans restés fidèles à la France.

Pas un mot non plus pour les Français d'Algérie — Européens et Harkis — enlevés, torturés, disparus ou massacrés par le FLN pendant et après la guerre d'Algérie.

Cette absence de vérité et cet effacement sélectif des victimes ont profondément blessé tous ceux qui refusent une mémoire amputée de l'Histoire française.

Demain 29 mai 2026, vous serez officiellement présente à Perpignan.

Je vous invite alors à accomplir un geste de lucidité, de justice et de dignité nationale : venir vous recueillir devant le Mur des Disparus érigé par le Cercle algérieniste dans le jardin du Centre de Documentation des Français d'Algérie.

Sur ce mémorial figurent plus de 2 400 noms de disparus de toutes origines et de toutes confessions : hommes, femmes, enfants et vieillards. Plus de 2 000 d'entre eux furent enlevés puis assassinés par le FLN après le 19 mars 1962, date pourtant présentée comme celle du cessez-le-feu. Plus de 600 disparurent notamment lors des massacres du 5 juillet 1962 à Oran.

Ces victimes françaises n'ont jamais bénéficié de la compassion médiatique, diplomatique ou politique accordée à d'autres mémoires.

Leurs familles attendent encore vérité, reconnaissance et justice.

Madame la Ministre, il n'est pas possible de parler d'apaisement mémoriel tout en ignorant systématiquement une partie des morts de cette tragédie algérienne.

Il n'est pas acceptable que des représentants de la République française s'inclinent devant une mémoire officielle algérienne criminalisant exclusivement la France, sans jamais rappeler les crimes commis contre les Français d'Algérie — Européens et Harkis — .

En venant au Mur des Disparus, vous pourriez reconnaître que toutes les victimes méritent respect, considération et mémoire.

Ce serait un acte de courage politique.

Ce serait surtout un acte de vérité.

Suzy Simon-Nicaise
Présidente nationale du Cercle algérieniste